



le 22 mars 2018

LA CASSE DU SERVICE PUBLIC DE L'ÉLECTRICITÉ

TOUT SE PASSE COMME PRÉVU...

Le combat que mène Emmanuel Macron contre tous les services publics est un combat que le **monde néo-libéral** mène depuis bientôt 40 ans, sans relâche...

Ainsi, **Serge Halimi** nous a-t-il offert le discours de Robert Douglas, un socialiste néo-zélandais qui, en 1989 déjà, décrivait la méthode Macron :

"Pour que les intérêts catégoriels [nous...] n'aient pas le temps de se mobiliser, la vitesse est essentielle. Ne vous arrêtez plus avant que votre programme de réformes soit terminé : le feu de vos adversaires [toujours nous...] perd en précision s'il vise une cible qui bouge sans arrêt".

Ainsi, **Denis Kessler**, n°2 du MEDEF, déclarait en 2007 (plus de dix ans, déjà) : **"il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire avec méthode le programme du CNR (le Conseil National de la Résistance)"**.

Ainsi, le 22 janvier, à la mairie de Grenoble, les 2 jeunes réalisateurs de "Guerre Fantôme" sur GE nous révélaient-ils les **trahisons d'élites politico-économiques** Kron-Macron-Sarkozy-Roussely **au mépris total de l'intérêt général**.

EDF n'échappe pas à cette idéologie au pouvoir. Que ce soit ses statuts, sa production hydraulique, nucléaire, et sa volonté de transformer la beauté de la transition énergétique en cours en une vulgaire transition sociale, **l'Etat casse votre service public de l'Electricité** depuis plus de 20 ans !

Nos adversaires ne sont pas à convaincre...

Ils sont à vaincre, tout simplement !

LA TERRE... Casse de Sce Public en cours !

Le Modèle à Abattre : La terre, le socle, le terreau d'EDF, pour les néo-libéraux au pouvoir en France depuis 35 ans, c'est la création communiste, après la guerre, d'EDF, en 1946, par **Marcel Paul**, qui invente la **co-gestion avec les salariés**, un **statut protecteur** pour eux (IEG) et pour l'entreprise (EPIC) invente **l'emploi à vie**, lance une **éducation populaire ambitieuse**, avec le CE le plus riche de France, regroupe plus de 1000 entreprises productrices avec des conditions de travail très variées, souvent précaires, **redistribue ses richesses à la Nation** (2 milliards d'euros par an pour l'intérêt général), établit la **péréquation tarifaire** (tous les français au même tarif...), **lutte contre la précarité énergétique**, favorise une **vie syndicale forte et riche...**

Tant de choses qui dérangent une idéologie politique fondée sur le TINA (**there is no alternative**) de **Margaret Thatcher**.

Les Attaques Successives : 1996, directive européenne, puis loi française de 2000 qui ouvrent grandes les portes de la **libéralisation du marché de l'électricité**

2000 - **création de RTE** pour gérer le réseau hors EDF (1ère vache à lait)

2001 - **la CNR devient producteur** (des barrages du Rhône)

2003 - **CNR bradée à Electrabel Suez** (privatisation)

il faut bien inventer des concurrent, n'est-ce pas ? ;-(

2004 - **privatisation d'EDF qui devient SA** (même si l'Etat reste propriétaire à 85%)

2007-2009 - **sous traitance massive (externalisation)**, même au coeur de nos métier, pour syphonner les emplois qui luttent (non-cadres) et les tâches non spécifiques à EDF (ménage, accueil, sécurité, entretien...) vers l'extérieur, hors statut, malgré un **statut qui interdit cette sous-traitance**, dans son article 4.

2010 - **loi NOME et dispositif ARENH**, créant de faux concurrents à EDF (qui doit vendre une partie de sa production nucléaire à prix coûtant à des concurrents fictifs parfois limités à une poignée de salariés-traders !)

2014 - le **Conseil d'Administration d'EDF**, composé depuis 2004 de 6 représentants de l'Etat, 6 du privé, et 6 des salariés (voix consultative) passe à 1 seul représentant de l'Etat, pour 11 du privé (dont Laurence Parisot), alors que **l'Etat possède 83,5% d'EDF, il ne possède que 8,35% des voix du Conseil d'Administration** (10 fois moins) !

2015 - **Loi de transition énergétique** qui favorise le **développement des énergies renouvelables** et planifie la **sortie progressive du nucléaire**

2015 - injonction de la Commission Européenne de Bruxelles pour **forcer la France à brader ses barrages au privé** (2ème vache à lait) alors même qu'aucun autre pays d'Europe ne permet sur son territoire une telle aberration ! **EDF, modèle à abattre, un point c'est tout !**

2018 - Macron Philippe et Hulot acceptent les conditions de Bruxelles ;-(
...

L'EAU... Hold-up en cours !

L'eau n'est pas une marchandise comme les autres.

Les Grenoblois le savent bien avec le scandale de la privatisation de l'eau sous Carignon. L'eau productrice d'électricité, la "houille blanche" comme on dit chez nous, relève de la même logique.

En 2013, un rapport parlementaire, sous la plume d'une députée de l'Isère, **Marie-Noëlle Battistel**, concluait : "la meilleure façon de garantir la sûreté des ouvrages, la sécurité des populations, le multi-usage de l'eau et l'efficacité économique est un monopole public de l'hydro-électricité". Une socialiste et un Républicain qui concluent ça, par les temps qui courent, ce n'est pas banal...

Et pourtant, moins de 5 ans plus tard, **Macron, Philippe et Hulot**, sous la pression (bien pratique) de la Commission Européenne, s'appêtent à brader un bien commun des plus précieux aux intérêts privés.

Les ouvrages sont amortis, l'eau qui tombe du ciel, encore gratuite, bref, l'hydro-électricité est une vache à lait estimée à 2,5 milliards d'euros / an.

À l'instar des péages, on comprend pourquoi les amis de Macron s'y intéressent ;-(

L'ouverture à la concurrence de vos barrages conduira inéluctablement à des situations d'urgence (gestion de crues, de sécheresse, remplissage des lacs pour le tourisme, utilisation des barrages pour éviter l'effondrement du réseau électrique, mise à disposition d'eau pour refroidir les centrales nucléaires...) dont le premier corollaire de l'urgence sera le monnayage du service rendu... Le 1er objectif d'une entreprise privée concurrentielle est de faire des bénéfices, pas de remplir des missions de Service Public ! ;-(

... DIFFUSEZ CETTE INFORMATION ...

Macron oeuvre contre l'intérêt général !

les statuts, les avantages... tout cela n'est qu'un emballage pour vous empêcher de voir qu'

un hold-up est en cours !

5ème ÉLÉMENT... Impasse !

Le nucléaire est en fin de vie : exigences post-Fukushima, entraînant un Grand Carénage à 100 Mds €, baisse drastique du nombre de réacteurs construits dans le monde, hausse durable du coût de production, problèmes de stockage des déchets, EPR prototype condamné ? coût du démantèlement, sûreté des piscines polluées... Il s'agit d'en gérer la sortie progressive.

La loi de transition énergétique, comme point d'étape de sortie du Nucléaire en France, prévoit qu'en 2025, la part de l'électricité nucléaire baisse à 50%. **Nicolas Hulot** a annoncé que ça prendrait du retard... Mais comme la cour des comptes, il a estimé (consommation stabilisée depuis 10 ans) la nécessité de fermer d'ici là 17 à 20 réacteurs sur les 58 en service. Les salariés du nucléaire sont des gens hyper-qualifiés. Ils méritent qu'on leur propose un plan de reconversion vers les énergies du futur. Au lieu de quoi EDF et l'Etat font l'autruche, avec rien d'autre en vue que la fermeture de 2 réacteurs à Fessenheim.

Transition sociale en vue, avec aussi peu d'anticipation ;-(

L'AIR, LE FEU... Hold-up en cours !

EDF est totalement absente de cette production

d'avenir (EDF possède 3% du parc solaire français et moins de 7% du parc éolien français fin 2016 !). Et

encore, éolien et solaire se développent à EDF via des filiales low cost précarisées hors statut (35% de salaire en moins) et très peu sur le territoire national.

Depuis 2002, l'Etat a pourtant décidé de subventionner le développement d'électricité renouvelable (éolien et solaire photovoltaïque surtout) via une taxe que vous payez tous sur votre facture : la CSPE...

Le problème ne réside pas dans la subvention elle-même, mais dans le choix de la dilapider au privé, alors que l'Etat possède EDF, pour produire l'électricité nationale !

Comme l'Etat subventionne chaque projet sur 20 ans, chaque année, la part "énergies renouvelables" de la CSPE croît exponentiellement. De 2002 à 2016, plus de 30 milliards € ont ainsi été distribués à de mystérieux investisseurs... La liste des bénéficiaires demeure introuvable... En 2017, 4,8 milliards d'euros. En 2018, 5,4 Mds €, en 2020, plus de 8 Mds € (avec éolien en mer en plus)... Au total, sur trente années, l'Etat aura dilapidé plus de 100 Mds € (2000€ par adulte français) pour un parc de production qui ne vous appartiendra pas... Via EDF, cet argent aurait largement suffi pour développer, un parc national public amorti...

La CRE (le gendarme du marché électrique), a dénoncé la rentabilité excessive de la CSPE, et rajoute : "la hausse de la facture d'électricité est due pour plus du tiers à l'augmentation de la CSPE, laquelle s'explique essentiellement par la sub aux énergies renouvelables". En décembre 2017, en plein ONEplanetSUMMIT, le PDG d'EDF **Jean Bernard Lévy** lance le plan solaire groupe (hors statut, filiales low-cost) visant 30 GW de solaire EDF avant 2035 (150 fois plus qu'aujourd'hui !) sans que personne à la R&D et dans les ingénieries ne soit au courant ! Effet d'annonce ? L'avenir le dira...

... POUR ALLER + LOIN ...

Biblio : - rapport parlementaire n°1404 dit Battistel, sur les concessions hydrauliques ;
- article de **Martine Orange** Médiapart du 3 novembre 2015 ;

- soirée up! du 22 janvier 2018 à la Mairie de Grenoble sur l'hydraulique en danger ;

<http://philipeandre.wixsite.com/up-dtg/ge-edf>

- doc les voleurs de feu France TV

- doc électricité, montant de la facture ARTE

- doc EDF, les apprentis sorciers France5

Contact : facebook : Université populaire DTG
mel : dtg-sud-energie@edf.fr

youtube : U P DTG - tel : 0651760510

site : <http://philipeandre.wixsite.com/up-dtg>

... DIFFUSEZ CETTE INFORMATION ...

**un SERVICE PUBLIC qui meurt,
c'est VOUS qui paierez l'addition !**